

# ACCORD-CADRE

*Prestations de dératisation, désinsectisation,  
désinfection-décontamination et dé pigeonnisation (4D)*  
au profit des services et établissements publics de l'Etat  
en région Pays de la Loire

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES



**Référence : 2025\_SGAR\_PDL\_4D**

Accord-cadre passé en vertu des articles R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 (Appel d'offres ouvert), ainsi que R2162-1 à -6 et -13 à 14 (accord-cadre à bons de commande) du code de la commande publique.

Représentant du Pouvoir Adjudicateur: Le préfet de Loire-Atlantique, préfet de la région Pays de la Loire

Code CPV : 90923000-3 – Services de dératisation  
Code CPV : 90921000-9 – Services de désinfection et de désinfestation  
Code CPV : 90922000-6 – Services de lutte contre les parasites

Ce document comporte 18 pages et l'annexe suivante :  
Annexe 1 – Principaux services annexes

## TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	2
ARTICLE I - OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	3
ARTICLE II - PERIMETRE DES PRESTATIONS (LIEUX D'INTERVENTION).....	3
ARTICLE III – TYPOLOGIE DES PRESTATIONS ATTENDUES .....	4
§1 – Prestations préventives et récurrentes .....	4
§2 – Les prestations curatives et ponctuelles .....	8
ARTICLE IV – OBLIGATIONS RECIPROQUES.....	11
§1 – Obligations du titulaire.....	11
§2 – Obligations de l'administration .....	12
ARTICLE V – CLAUSES RELATIVES AUX EXIGENCES DES SITES SENSIBLES.....	12
ARTICLE VI – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	14
§1 – Operations préalables à l'exécution.....	14
§2 – Planning d'intervention.....	14
§3 – Traitement des nuisibles (Produits, matériels, procédés...) .....	14
§4 – Interventions particulières .....	15
ARTICLE VII – DELAIS D'EXECUTION.....	15
§1 – Délais applicables aux prestations préventives et curatives .....	15
§3 – Délais applicables aux prestations urgentes.....	15
ARTICLE VIII – ORGANISATION DES PRESTATIONS .....	15
§1 – Plan de prévention .....	15
§2 – Accès aux locaux.....	15
§3 – Marquage et sécurité lors des interventions.....	15
§4 – Utilisation des locaux et ressources internes.....	15
§5 – Nettoyage après intervention.....	16
§6 – Contrôle des prestations et non-conformités.....	16
§7 – Traitement des déchets.....	16
ARTICLE IX - COMMUNICATION .....	16
§1 – Interlocuteur privilégié .....	16
§2 – Réunions.....	16
ARTICLE X – RESPONSABILITES .....	16
§1 – Responsabilité du titulaire .....	16
§2 – Responsabilité de l'administration.....	16
ARTICLE XI – DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE .....	16
§1 – Fiche d'intervention.....	16
§2 – Rapport annuel des interventions.....	17
§3 – Synthèse des rapports annuels.....	17
ARTICLE XII – DEFINITIONS ET TEXTES DE REFERENCE.....	17

## ARTICLE I - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations préventives et/ou curatives d'élimination des nuisibles rencontrés sur les sites des services et établissements publics de l'Etat en région des Pays de la Loire.

Les prestations concernées sont :

- La dératisation,
- La désinsectisation,
- La désinfection - décontamination,
- La dé pigeonnisation.

La liste des espèces nuisibles à traiter dans le cadre de cette consultation et mentionnée dans le présent CCTP n'est pas exhaustive. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'ajouter de nouveaux nuisibles s'il le juge nécessaire, sans qu'il soit fait recours à un avenant.

**Les prestations préventives seront effectuées par le titulaire en obligation de moyen, et les prestations curatives seront effectuées en obligation de résultat.**

**En complément des obligations de résultat et de moyen, le titulaire a également une obligation de conseil envers les services bénéficiaires.**

## ARTICLE II - PERIMETRE DES PRESTATIONS (LIEUX D'INTERVENTION)

Les prestations concernent les sites des services déconcentrés et établissements publics de l'Etat en région des Pays de la Loire. Sont donc inclus, tous les types de bâtiments relevant de ces services et établissements (bâtiments neufs, anciens, recevant du public ou des travailleurs, bâtiments culturels, monuments, etc.).

Les locaux des services et établissements publics concernés sont les suivants (liste non exhaustive) :

- **Espaces intérieurs situés dans les locaux (représentant environ 80% des lieux d'exécution du marché :**
  - Etablissement recevant du public
  - Locaux à usage de bureaux
  - Locaux à usage informatique ;
  - Locaux pour archives et locaux techniques ;
  - Salle de réunion et de formation
  - Atelier de reprographie ;
  - Cave ;
  - Cuisine et espace de restauration<sup>1</sup> ;
  - Laboratoires ;
  - Lieu de rétention/ détention, centre pénitentiaire, stand de tir, salle de sport, ...
  - Commissariat de police, casernes et brigades de gendarmerie ;
  - Logements de fonction (résidence administrative d'agent public haut fonctionnaire, ensemble de logements de fonction), bâtiments d'hébergement ;
  - Espaces comprenant monte-charges, ascenseurs, leurs gaines

<sup>1</sup> Le traitement de ces espaces suit la méthode HACCP.

- techniques et machineries (armoires électriques) ;
- Etablissements judiciaires type cour d'appel, tribunaux administratifs, salles d'audience de juridiction.
- Salle de projection, de réunion.
- **Espaces extérieurs (représentant environ 20% des lieux d'exécution du marché) :**
  - Abords extérieurs des bâtiments ;
  - Patios et terrasses ;
  - Locaux poubelles, vide-ordures ;
  - Parc et dépendance pour certaines sites ;
  - Réseau routier : aire de repos (notamment au niveau des poubelles et des sanitaires des aires de repos), aires de service et d'arrêt ;
  - Postes de sécurité ;
  - Parking, garages administratifs et ateliers de réparations
  - Voies privatives (à l'intérieur du site) ;
  - Galeries et caniveaux techniques, colonnes sèches, vides sanitaires, circulations en sous-sol

Le titulaire doit intervenir dans les différents services (services administratifs, techniques, parties privatives ou communes).

### ARTICLE III – TYPOLOGIE DES PRESTATIONS ATTENDUES

Le présent accord-cadre permet la mise en œuvre de :

- **Prestations préventives (récurrentes)**
- **Prestations curatives (ponctuelles)**
- **Ou d'une combinaison de ces deux modalités**

Il est rappelé que **la description des tâches n'a pas un caractère limitatif. Le prestataire devra donc exécuter comme étant compris dans son offre, sans exception ni réserve, tous les moyens nécessaires et suffisants en personnel et en matériel, pour l'exécution des prestations avec les résultats attendus.**

Dans le cadre de ses prestations, le titulaire devra mettre en place un traitement sans nuisance d'odeur et sans aucun danger d'intoxication. Le titulaire a en charge le nettoyage des locaux sur lesquels il sera intervenu.

Pour l'ensemble des prestations, le titulaire devra apprécier les risques liés à la sécurité (des personnels pénitentiaires et des personnes détenues, du matériel et mobilier), à l'environnement et ceux liés aux caractéristiques des locaux.

#### **§1 – Prestations préventives et récurrentes**

Les prestations préventives sont toutes les actions qui sont mises en œuvre afin de limiter les possibilités de pénétration, de développement des nuisibles et de supprimer les possibilités d'infiltration, de prolifération et d'infestation l'intérieur et à l'extérieur des locaux des services bénéficiaires.

Ces prestations préventives sont des interventions programmées sur une période mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle avec les services bénéficiaires et en accord avec les préconisations du titulaire suite à la visite et l'état des lieux initial.

Le titulaire garantit l'intervention, la mise en place et la bonne exécution de toutes ces actions en accord avec les services bénéficiaires.

En outre, il est également de son devoir de proposer les types de traitements adaptés (produits, méthodes, quantité et périodicité).

La liste des nuisibles concernés est développée dans les points suivants.

#### **a. Prestations de dératisation**

**Les prestations concernent essentiellement les rats, les souris, les mulots, les rats musqués et autres rongeurs nuisibles.**

Les prestations préventives de dératisation visent à traiter l'ensemble des locaux, les sous-sols, les abords immédiats et autres lieux de chaque bâtiment ou espaces extérieurs des sites pouvant présenter des risques d'infestation des rongeurs.

#### **Exécution des prestations**

Le titulaire du marché devra :

- Mettre en œuvre et assurer un traitement préventif annuel de lutte contre les rongeurs avec ou sans repérage des entrées conformes aux normes de sécurité en vigueur dans tout ou partie des bâtiments des services de l'Etat tout en veillant au respect de l'environnement ;
- Examiner les locaux du service bénéficiaire afin de déceler les défauts d'étanchéité favorisant la pénétration des rongeurs dans les locaux ;
- Rechercher les traces d'autres nuisibles éventuels et ainsi mettre en place les pièges ou produits adaptés ;
- Établir un planning prévisionnel de traitement préventif.

Les moyens techniques mis en œuvre devront tenir compte de la nature des locaux, des zones extérieures et des nuisibles, différentes techniques (non exhaustives) existent telles que :

- Mise en place d'un dispositif de détection par le MONITORING (avec un placebo ou non)
- Passages réguliers avec contrôle des appâts de détection non-toxiques – action mécanique avec des passages réguliers + piégeage sécurisé équipé d'une tapette préinstallée avec amorçage par une tige plastique ;
- Système de capture types plaques de glu ou gel
- Piège sans appât libérant une dose de CO2 qui endort puis élimine les rongeurs en moins d'une minute ;
- Détection par caméra ou radar connect

Conformément aux directives de l'ANSSA (Agence Nationale de Sécurité de l'Alimentation), le recours aux méthodes de **permanent baiting** (appâtage permanent ou semi-permanent) est proscrit dans le cadre du présent accord-cadre.

Le titulaire dans le cadre des prestations de dératisation devra être en mesure d'identifier, les traces de présence des nuisibles, l'espèce de nuisibles, le repère de nidification et les moyens d'éliminations. Les moyens de lutte préventive devront par conséquent tenir compte des résultats issus de l'identification.

### **Enlèvement des équipements**

En tout état de cause, l'enlèvement des équipements est obligatoire à la fin du traitement et l'enlèvement des cadavres doit s'effectuer au fur et à mesure.

Dès que plusieurs nuisibles seront piégés, les services bénéficiaires prendront contact avec le titulaire du marché afin qu'il enlève les nuisibles et installe de nouveaux appâts. Les opérations de dératisation préventive seront réalisés de manière à écarter tout risque d'infestation.

### **Sur la particularité de certains sites**

Le représentant du pouvoir adjudicateur rappelle qu'une attention particulière doit être portée sur certains sites notamment les sites sensibles types centres pénitentiaires / de détention, maisons d'arrêt, ...

Lors de ses interventions, le titulaire devra prendre en compte la particularité de ses sites et veiller à ce que les méthodes ou les traitements employés soient adaptés à la situation.

### **La fréquence de passage annuel**

Pour les prestations préventives, le titulaire doit intervenir à la fréquence choisie et déterminée par le service bénéficiaire lors de l'établissement de la demande de devis.

*Le nombre d'interventions annuelles choisi par le service bénéficiaire varie entre 2 à 24 interventions sur une période de 12 mois. La garantie d'intervention inclus dans le forfait est de 30 jours, le titulaire intervient autant de fois que nécessaire sur cette période de 30 jours.*

Les interventions sont réalisées sur sites dont le volume des surfaces et la liste des locaux seront indiqués précisément sur chaque bon de commande pour cette prestation préventive.

À noter que le service bénéficiaire peut choisir une fréquence annuelle différente par local **Exemple** : une fréquence annuelle « x » pour tous les bâtiments annexes, une fréquence annuelle « xx » pour les bâtiments de détention et les terriers des abords extérieurs et une fréquence annuelle « xxx » pour l'ensemble des espaces extérieurs.

A la réception du bon de commande par site, émis par le service bénéficiaire pour cette prestation préventive, le titulaire devra établir un calendrier annuel de passages pour chaque site.

### ***b. Prestations de désinsectisation***

Les prestations de désinsectisation visent à éradiquer et prévenir les infestations par insectes nuisibles, qu'ils soient rampants ou volants. Parmi ces derniers, on retrouve



notamment blattes, cafards, fourmis, mouches, moustiques, poissons d'argent et punaises de lit, etc.

Ces prestations incluent des traitements spécifiquement conçus pour rendre les lieux improbables pour le développement et la survie de ces nuisibles.

### **Exécution des prestations**

Les prestations préventives de désinsectisation sont accomplies par l'élimination des zones propices à leur nidification et circulation, grâce aux méthodes de MONITORING, ainsi que par l'amélioration de l'étanchéité des locaux, entre autres mesures préventives.

Cela implique donc un diagnostic initial et la définition de planning de passages réguliers afin de mettre en place des matériels ou produits préventifs pour lutter contre les insectes dès lors qu'il en existe.

Le titulaire devra ensuite transmettre les livrables de suivi attendus conformément aux dispositions de l'article X du présent CCTP au plus tard quinze jours calendaires après son intervention.

### **Disposition spécifique pour le traitement des punaises de lit**

Dans le cadre des prestations préventives de désinsectisation, il est attendu de la part du titulaire de procéder à un état des lieux et la mise en place si besoin et si le lieu le justifie des matériels préventifs type adaptateurs sur les pieds de lit.

Il devra ensuite procéder au diagnostic pour confirmer ou non la suspicion d'infestation, d'en connaître l'origine, d'en évaluer le niveau d'infestation et de définir par la suite le traitement nécessaire ;

En fonction des constats réalisés, le titulaire arrête un niveau d'infestations (infestation majeure, moyenne et mineure). Il devra établir un planning de passage pour s'assurer que les lieux restent non contaminés.

#### ***c. Prestations de désinfection-décontamination***

Les prestations récurrentes de désinfection-décontamination consistent à traiter et éliminer de manière récurrente les parasites, bactéries, germes, virus et autres micro-organismes nuisibles. Elles concernent le traitement des locaux ou espaces présentant des risques d'infection ou de contamination.

Ces prestations donneront lieu au traitement des surfaces/ supports et volumes, par l'utilisation :

- De méthodes appropriées (brumisation, pulvérisation, essuyage, application directe, nébulisation, etc.) ;
- D'actions physiques (lavage, chaleur sèche ou humide, flamme, etc.) et/ ou de produits désinfectants homologués (désinfectants minéraux, halogènes, huiles essentielles, acides aminés, etc.).

Le traitement des locaux mis en œuvre par le titulaire devra prendre en compte les surfaces, supports et volumes, la compatibilité avec d'autres traitements déjà

appliqués, et tous les autres facteurs qu'il jugera impactant. Toutes prestations préventives de désinfection-décontamination devront être précédé de nettoyage en amont et les produits utilisés devront par ailleurs être conformes à la réglementation européenne et aux normes AFNOR (notamment la norme NF EN 14885 de novembre 2018).

#### ***d. Prestations de dépigeonnisation et nettoyage des fientes***

Les prestations de dépigeonnisation ont pour but de poser des installations limitant les accès aux pigeons, empêchant l'atterrissage, l'installation et la nidification des pigeons, sur un bâtiment du service bénéficiaire afin d'éloigner les volatiles.

Les prestations préventives comprennent l'utilisation de divers moyens répulsifs pour empêcher les oiseaux de s'établir.

Cela inclut l'installation de dispositifs tels que :

- Des pics en aciers inoxydables
- Des fils en acier inoxydables
- Des treillis métalliques ou grillages à mailles fines
- Des filets anti-oiseaux

Le titulaire pourra éventuellement découper le filet à la taille requise et l'installer sur des zones complètes telles que les auvents, les passerelles, etc.

Le titulaire devra tenir compte des paramètres nécessaires pour l'établissement d'un plan de protection tels que les caractéristiques de construction, la façade et tous les aspects de la préservation historique, toujours avec l'objectif de réaliser des solutions visuellement discrètes pour préserver le caractère du bâtiment.

Tout en utilisant ces méthodes, le respect de la législation sur la protection animale est primordial : les solutions doivent repousser les pigeons sans les blesser. Les professionnels sont donc encouragés à utiliser des techniques d'éloignement répulsives en premier lieu.

Si ces moyens s'avèrent inefficaces, il incombe aux prestataires de conseiller le client sur l'adoption d'autres méthodes plus appropriées, toujours dans le respect des lois relatives à la protection des espèces animales.

### **§2 – Les prestations curatives et ponctuelles**

De par leur nature, les prestations curatives sont imprévisibles et ont pour but d'exterminer les nuisibles (rongeurs, insectes) soit de les faire fuir ou les capturer (pigeons et autres volatiles).

Elles sont ponctuelles et **déclenchées par l'émission d'un bon de commande**, en plus d'une prestation préventive ou non.

Lorsque des prestations curatives sont exécutées, elles ne doivent pas découler de négligences dans l'exécution initiale des prestations préventives.

Dans cette hypothèse, le titulaire doit établir les raisons de cette prolifération et conseiller sur les moyens de prévention à mettre en place. Un bon de commande sera



par la suite émis par le service bénéficiaire pour que les prestations curatives nécessaires soient exécutées.

Les éventuelles prestations curatives résultant d'un manquement du titulaire seront pleinement assumées par lui.

**Le titulaire dans le cadre des prestations curatives est soumis à une obligation de résultat pendant une période de garantie définie avec le service bénéficiaire.**

Durant cette période de garantie, le titulaire est tenu d'intervenir autant de fois que nécessaire sans que cela ne fasse l'objet d'une facturation supplémentaire.

#### **a. Prestations de dératisation**

La dératisation curative a pour objectif l'extermination d'une infestation soudaine de rongeurs.

Les prestations curatives de dératisation s'enclenchent à partir du moment où il y a des signes **d'infestation avérée de rongeurs**. Un protocole de traitement curatif doit alors être mis en place de façon à apporter une réponse rapide, efficace et limitée dans le temps.

Dans le cadre d'un traitement curatif, il est demandé au titulaire de déterminer la cause de l'infestation, d'envisager l'utilisation des produits biocides et la prise en charge des mesures mettant fin à l'infestation.

La mise en œuvre de ses prestations se fait sous l'impulsion, soit du titulaire du marché à la suite d'une constatation de nuisibles ne résultant pas d'un manquement de sa part, soit par constatation du service bénéficiaire.

Les autorisations pour les substances actives biocides et la mise sur le marché sont encadrées au niveau européen (règlement CE 528/2012) et français via l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail). L'objectif principal de cet encadrement est d'assurer une protection maximum de l'homme, des animaux et de l'environnement.

Dès lors, suite à la réprobation des matières actives au niveau européen et français, il a été décidé qu'en France l'ensemble des matières actives biocides rodenticides pouvaient être utilisées uniquement qu'en cas **d'infestation avérée et de manière contrôlée**.

Les produits biocides doivent être appliqués par des professionnels formés et certifiés Certibiocide. Après l'enrayement de la présence de rongeurs, le retrait des dispositifs toxique est impératif.

Durant l'exécution des prestations, le titulaire s'engage à effectuer l'enlèvement des nuisibles morts à chaque passage.

Il devra alors laisser sur place une fiche indiquant le nom de la matière active employée et la date de son passage.

#### **b. Prestations de désinsectisation**

Les prestations curatives de désinsectisation visent l'extermination des insectes nuisibles rampants ou volants (frelons, blattes, cafards, fourmis, mouches, moustiques, guêpes, essaims d'abeilles non récupérables, puces, punaises de lit, etc.), par des

produits biocides garantissant la destruction des insectes et produisant une action rémanente de longue durée protégeant au maximum une nouvelle infestation.

Le titulaire procédera à l'application des traitements en tenant compte des espèces concernées, et selon la méthode qu'il jugera adaptée (pulvérisation, application de gel, fumigation, etc.).

Les essaims d'abeilles, lorsqu'ils sont récupérables, seront confiés à un apiculteur par le titulaire.

### **Pour les blattes et les cafards**

Il est demandé au titulaire de procéder à autant de passage nécessaire dans les 2 mois suivant le traitement si le produit utilisé s'avérait inefficace. Ces nouveaux passages sont inclus dans la prestation initiale de traitement curatif et ne donnent pas lieu à une facturation supplémentaire.

### **Pour les punaises de lit**

Le traitement curatif consistera au traitement des locaux qui sont infestés au moyen des techniques et produits conformes aux normes HACCP. Le titulaire devra mettre en place une méthode de traitement par pulvérisation, fumigation ou tout autre type de traitement qu'il jugera nécessaire et adapté à la situation et aux sites. Le traitement d'une pièce pourra entraîner simultanément le traitement des pièces adjacentes de celle infestée.

Le titulaire devra être en mesure de planifier et organiser la prestation sanitaire dans les délais indiqués sur le bon de commande.

Il devra ensuite procéder à l'enlèvement des cadavres des nuisibles (y compris ceux présents avant l'intervention) et au nettoyage.

### ***c. Prestations de désinfection-décontamination***

Les prestations curatives de désinfection – décontamination consistent à traiter et éliminer de manière ponctuelle les parasites, bactéries, germes, virus et autres micro-organismes nuisibles. Elles concernent :

- Le traitement des locaux ou espaces présentant des risques d'infection ou de contamination ;
- Le traitement d'engins/ véhicules de services<sup>2</sup> présentant des risques d'infection ou de contamination (prestation exceptionnelle).

Ces prestations donneront lieu au traitement des surfaces/ supports et volumes, par l'utilisation :

- De méthodes appropriées (brumisation, pulvérisation, essuyage, application directe, nébulisation, etc.) ;
- D'actions physiques (lavage, chaleur sèche ou humide, flamme, etc.) et/ ou de produits désinfectants homologués (désinfectants minéraux, halogènes, huiles

---

<sup>2</sup> Sont visés, les véhicules de Police, de Gendarmerie, et tout autre véhicule de service relevant d'un service ou établissement de l'Etat en région des Pays de la Loire.

essentielles, acides aminés, etc.).

Les traitements des locaux et engins mis en œuvre par le titulaire devront prendre en compte les surfaces, supports et volumes, la compatibilité avec d'autres traitements déjà appliqués, et tous les autres facteurs qu'il jugera impactant. Les produits utilisés devront par ailleurs être conformes à la réglementation européenne et aux normes AFNOR (notamment la norme NF EN 14885 de juillet 2022).

#### ***d. Prestations de dépigeonnisation et nettoyage des fientes***

Les prestations curatives de dépigeonnisation concernent, d'une part, l'éloignement des pigeons en cas d'invasion accrue et autres volatiles nuisibles, d'autre part, le nettoyage des fientes produites par ces nuisibles.

Le traitement curatif des volatiles pourra consister à l'éloignement par des solutions respectueuses de la protection des oiseaux. En cas d'inefficacité avérée des solutions d'éloignement, et sur conseil du titulaire, il peut être procédé à la capture des volatiles.

A noter que **la capture des volatiles doit rester exceptionnelle**, et doit être réalisée dans le respect de la réglementation relative à la protection des espèces animales. Les volatiles capturés seront à la charge du titulaire. Cette prise en charge ne devra pas engendrer de supplément de prix.

Pour toute extermination des volatiles, le titulaire communique au service bénéficiaire son autorisation d'extermination.

Le titulaire devra mettre en œuvre un traitement adapté en fonction des zones et espaces à traiter (accessibilité, sécurité, sensibilité du site, aspects esthétiques) :

- Pose de pics empêchant les volatiles de se poser sur les zones à protéger (pics anti-volatiles)
- Mise en place de filets (cours ou partie inaccessible)

Le positionnement des pics sera étudié en concertation avec le service bénéficiaire. Le titulaire doit assurer l'entretien des pics anti-volatiles en place.

Le nettoyage des fientes consiste à retirer tous les résidus d'excréments produit par les volatiles conformément aux techniques et aux méthodes décrites par le titulaire dans son mémoire technique.

## **ARTICLE IV – OBLIGATIONS RECIPROQUES**

### **§1 – Obligations du titulaire**

Le titulaire a l'obligation de procéder à l'exécution des prestations prévues au présent CCTP pour lesquelles il sera sollicité.

#### ***a. Obligations de résultat quant aux prestations curatives***

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour ce qui concerne les prestations curatives.

Il doit par ses interventions garantir une lutte efficace et l'élimination effective et durable des nuisibles, l'absence de volatiles et de nidification, afin de préserver le fonctionnement optimal des sites du point de vue des nuisibles.

Il devra par conséquent prévoir l'ensemble des opérations indispensables conformément à la législation en vigueur s'assurer de l'éradication effective des nuisibles dans le respect des délais contractuels.

En cas d'éventuelle difficultés ou imprévus, il doit informer le pouvoir adjudicateur.

Si l'élimination des nuisibles n'est pas complète ou si des nuisibles réapparaissent dans les délais après l'intervention, le titulaire s'engage à procéder à une nouvelle intervention sans frais supplémentaires, dans les plus brefs délais, pour atteindre le résultat escompté.

#### ***b. Obligation de moyen quant aux prestations préventives***

Le titulaire est soumis à une obligation de moyen pour ce qui concerne les prestations préventives.

Il doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et appropriés pour prévenir l'apparition, l'infestation et la prolifération des nuisibles dans les périmètres concernés.

Il s'engage à exécuter les prestations avec toute la diligence et les compétences professionnelles requises, en respectant la réglementation de la profession et les règles de l'art applicables.

**Il s'engage à mettre en place un nombre d'interventions et de personnels suffisants, et à conseiller les services bénéficiaires sur toutes les mesures adéquates à mettre en œuvre.**

#### ***c. Plan de continuité des prestations***

En cas de défaillance de son personnel, quelle qu'en soit la cause (grève, maladie ou autre), ou d'évènement conduisant à une perturbation de l'exécution du contrat, le titulaire est tenu d'assurer l'intégralité des prestations commandées.

### **§2 – Obligations de l'administration**

#### ***a. Obligation d'information***

Le service bénéficiaire s'engage à informer le titulaire de tout changement dans la destination des locaux concernés par les prestations. Il s'engage par ailleurs à respecter les recommandations que le titulaire lui donne après son intervention et à ne pas nuire à l'efficacité des prestations exécutées par le titulaire pendant la durée de l'accord-cadre, soit par l'usage de procédé ou produit, ou par le déplacement des dispositifs mis en place par le titulaire.

#### ***b. Exclusivité des commandes***

Le titulaire a l'exclusivité des commandes dans la limite des conditions évoquées dans le CCAP.

### **ARTICLE V – CLAUSES RELATIVES AUX EXIGENCES DES SITES SENSIBLES**

Le présent marché implique des interventions de dératisation, désinfection, désinsectisation et dé pigeonnisation sur des sites sensibles (centres pénitentiaires/ de détention, maison d'arrêt, etc.).

Le représentant du pouvoir adjudicateur rappelle que les prestations doivent être réalisées en tenant compte des contraintes spécifiques liées à ces environnements.

L'intervention dans ses milieux peut impliquer des complexités supplémentaires, telles que les restrictions d'accès, les délais d'attente pour les autorisations, et des exigences de sécurité accrue. Le titulaire devra prévoir ces éventualités dans son organisation et ses délais d'exécution.

**Le titulaire devra faire preuve de réactivité et de flexibilité** pour s'adapter aux contraintes spécifiques des sites sensibles.

Le titulaire et ses personnels devront faire preuve de la plus grande discrétion et respecter la confidentialité auxquelles ils pourraient avoir accès dans le cadre de leurs interventions.

Le titulaire s'engage à former et à sensibiliser ses personnels aux spécificités des interventions en milieu pénitentiaire, incluant des règles de sécurité, les procédures d'accès et surtout les comportements à adopter.

Cette clause vise à garantir que les interventions sur des sites sensibles soient réalisées dans le respect des contraintes spécifiques de ces environnements, assurant ainsi la sécurité et la confidentialité nécessaires tout en anticipant les complexités potentielles qui peuvent survenir durant l'exécution des prestations.



## ARTICLE VI – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'ensemble des prestations susceptibles d'être commandées figure dans les bordereaux de prix unitaires.

### §1 – Operations préalables à l'exécution

#### 1- Visite initiale et état des lieux

**Avant toute intervention, le titulaire procède à une visite du site afin d'inspecter les lieux concernés par la commande.** Le titulaire a l'obligation de visiter l'intégralité des bâtiments ou locaux listés par le service bénéficiaire dans sa demande pour déterminer les points sensibles, les lieux à traiter. Aucune mention "non inspectée pour défaut d'accessibilité" n'est acceptée.

Cette visite a pour objet la détection qui consiste à la mise en évidence de toute présence de nuisibles, afin de prendre toutes les mesures nécessaires pour les combattre, d'en définir la provenance, les origines et la famille précise. Le titulaire déduit la nature, le nombre et la source d'infestation afin de déterminer les modalités de traitement.

L'état des lieux a pour objet d'identifier toutes les particularités pouvant influencer sur l'exécution ou la qualité des prestations à réaliser et pouvant conduire à une majoration des prix du fait d'une complexité particulière, le cas échéant.

Le titulaire accuse réception de la demande émise par le service bénéficiaire dans un délai de **48 heures ouvrées**.

La visite de site doit être réalisée par le titulaire dans **les 5 jours calendaires** suivant l'accusé de réception de la demande.

Le titulaire devra fournir le nom du technicien intervenant sur le site, la date de visite programmée. Ce dernier devra être muni de sa carte professionnelle et carte d'identité. Chaque service bénéficiaire devra désigner vis-à-vis du titulaire un responsable de site, pour les bâtiments le concernant.

Cette première visite incluant un état des lieux ne saurait être facturée.

#### 2- Production d'un plan de traitement

A l'issue de cette visite et état des lieux, le titulaire produit un diagnostic précis et exhaustif des locaux qui mettra en évidence les risques d'infestation, les facteurs favorisant l'infestation et la nidification, et les moyens de traitement, le nombre d'interventions (passages) nécessaires au traitement. Il ne pourra se prévaloir d'une quelconque méconnaissance pour ne pas exécuter la totalité des prestations.

A l'occasion de cette première visite, le titulaire s'engage à procéder à l'enlèvement des appâts laissés en place par le précédent titulaire ainsi que les cadavres générés par ceux-ci.

#### 3- Etablissement d'un devis

**Le titulaire émet un devis par site d'intervention sous 72 heures ouvrées après la visite de site et l'état des lieux en ce qui concerne les prestations curatives et dispose d'un délai de 10 jours pour émettre un devis quant aux prestations préventives. Les dates et horaires de la visite seront à définir au cas par cas entre le service bénéficiaire et le titulaire.**

Le titulaire établit un devis détaillé en cohérence avec le plan de traitement qu'il aura produit (Cf. Article IX du CCAP du présente accord-cadre).

### §2 – Planning d'intervention

La planification des interventions est réalisée par le titulaire à la suite de la notification du bon de commande. Il y fixe les échéances d'interventions. En cas de non-respect de ces échéances, celles-ci pourront donner lieu à l'application de pénalités listées au CCAP.

Le service bénéficiaire procède à la validation du planning.

Les parties pourront convenir, à tout moment, par écrit, de modifier le planning des interventions.

#### 1- Fréquence des prestations

Les prestations feront l'objet d'un planning avec un nombre d'interventions clairement défini. Ces interventions seront planifiées en cohérence avec le caractère ponctuel des prestations curatives et en cohérence avec la fréquence d'exécution retenue (fréquence mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle), pour ce qui concerne les prestations préventives. Elles se déroulent en **jours ouvrés (du lundi au vendredi) ou en jours non ouvrés** suivant les particularités du service bénéficiaire.

Chaque prestation pourra par conséquent inclure plusieurs interventions/passages sur le site pour notamment la mise en place des procédés et produits, le relevage et la constatation des résultats, etc.

#### 2- Plages horaires d'intervention

Les horaires d'interventions sont propres à chaque site et dépendent des heures d'ouverture des sites et locaux du service bénéficiaire.

Les horaires seront ouvrés (entre 08h et 18h). Ils pourront cependant être fixés au-delà des heures ouvrées du fait des particularités d'organisation du service bénéficiaire.

**Pour les interventions en urgence, les horaires pourront également être fixés au-delà des heures ouvrées.**

### §3 – Traitement des nuisibles (Produits, matériels, procédés...)

#### 1- Produits utilisés

Tous les produits, mécanismes et matériels utilisés dans le cadre des prestations prévues par le présent accord-cadre devront être conformes à la réglementation en vigueur et proscrire tout risque pour la santé des agents. Ils doivent être adaptés à la destruction des espèces concernées, et faire l'objet d'autorisations de mise sur le marché (AMM).

Dans la mesure où la réglementation connaîtrait une évolution, le titulaire devra retirer les produits qui seront alors sous le coup d'une interdiction. Il soumettra dans le même temps au service bénéficiaire, ses nouveaux moyens, produits ou méthodes de substitution. Cette soumission pourra prendre la forme d'une communication écrite ou électronique.

#### 2- Personnel intervenant

Les interventions devront être effectuées par un personnel qualifié, compétent, disposant des habilitations requises (certification individuelle obligatoire pour les utilisateurs professionnels et les distributeurs de produits biocides et phytopharmaceutiques), et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal (y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante). Le titulaire devra être en capacité de justifier de l'ensemble des agréments de son personnel. Il est par ailleurs tenu de mettre en œuvre une politique de formation permettant d'assurer à ses



personnels, le maintien du niveau de qualification requis pour exécuter les prestations du présent accord-cadre.

#### §4 – Interventions particulières

##### **1- Interventions en hauteur**

Lorsque la configuration des lieux et l'objet de l'intervention le nécessitent, le titulaire fait recours à des équipements de travail en hauteur.

Ces interventions en hauteur sont réalisées à partir d'un plan de travail conçu, installé ou équipé de manière à préserver la santé et la sécurité des travailleurs.

Le plan de travail doit par ailleurs permettre l'exécution des prestations dans des conditions ergonomiques (Art. R4323-59 du code du travail).

Le titulaire recourt par conséquent aux moyens adaptés au travail en hauteur (nacelle élévatrice de hauteur adaptée) lorsqu'aucun moyen télescopique ne permet de réaliser les prestations d'une certaine hauteur. Un plan de prévention sera établi pour ces interventions particulières.

##### **2- Interventions complexes**

Le présent accord-cadre entend prendre en compte la complexité de certaines interventions. Ces interventions complexes bénéficieront de prix majorés prévus au bordereau des prix unitaires (annexe 1\_AE\_BPU - UO - complexité particulière). Il est donc établi une classification des prestations avec deux niveaux de complexité :

- D'une part, **les prestations standards** (sans difficulté particulière),
- Et d'autre part, **les prestations dont la complexité est avérée, relevée, étayée** et validée comme telle par le service bénéficiaire.

**Toutes les prestations sont par défaut considérées comme étant standards.** Pour bénéficier de la majoration prévue pour les prestations complexes, le titulaire consignera tous les éléments circonstanciés illustrant la complexité des interventions (locaux, configuration, aménagement, etc.) dans le plan de traitement qui sera transmis au service bénéficiaire. Le service bénéficiaire se prononcera alors soit pour l'acceptation des prix majorés, soit pour que le plan de traitement soit davantage explicité avant de prononcer l'acceptation.

Le titulaire s'engage à ne pas faire un recours injustifié à ces prestations dont le prix est majoré. **Tout recours injustifié à cette majoration lèvera l'exclusivité des commandes au profit du titulaire pour ces prestations.**

*\*Les prestations de dépigeonnisation ne seront pas concernées.*

#### **ARTICLE VII – DELAIS D'EXECUTION**

Le titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution précisés dans le présent cahier des charges. Le non-respect de ces délais maximums pourra donner lieu à l'application de pénalités prévues au CCAP.

##### §1 – Délais applicables aux prestations préventives et curatives

A la suite de la visite d'état des lieux, le titulaire disposera d'un délai de dix (10) JOURS calendaires pour proposer un plan de traitement dans le cadre de prestations préventives. Ce délai sera de trois (3) JOURS calendaires pour ce qui concerne les prestations curatives.

**Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire proposera un planning avec des programmations d'interventions.** Les délais d'interventions seront confirmés, le

cas échéant, dans le bon de commande. Le titulaire confirmera, par ailleurs, chacune de ses interventions conformément aux prescriptions du service bénéficiaire.

Le titulaire s'engage à intervenir dans un délai de 48h ouvrables après notification de la découverte des cadavres d'animaux ou de nuisibles résultant de ses interventions.

##### §3 – Délais applicables aux prestations urgentes

Dans l'hypothèse d'une intervention d'urgence, **le titulaire disposera d'un délai de 24h maximum** à compter de la sollicitation pour intervenir. Cette intervention pourra, le cas échéant, faire l'objet d'un bon de commande post intervention.

#### **ARTICLE VIII – ORGANISATION DES PRESTATIONS**

Toute intervention est réalisée avec l'accord du service bénéficiaire et en présence de l'un de ses représentants.

##### §1 – Plan de prévention

Les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 sont applicables en ce qui concerne les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Le titulaire est tenu de respecter les règles d'hygiène et de sécurité en vigueur dans le bâtiment ou il intervient.

Il procède si nécessaire, avant le commencement des prestations, à une information sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées, notamment les dispositions prises pour les travailleurs isolés sur site conformément aux dispositions de l'article R4512-13 du code du travail.

##### §2 – Accès aux locaux

L'accès aux locaux pour les interventions s'effectue selon les cas sur autorisation d'accès. Le titulaire se conformera par conséquent au protocole d'accès qui lui sera communiqué par le service bénéficiaire.

##### §3 – Marquage et sécurité lors des interventions

Avant toute intervention, le titulaire aura l'obligation de baliser la zone d'intervention par tout moyen d'information lisible et compréhensible permettant de prévenir les usagers et agents sur les zones en cours de traitement et celle qui seront indisponibles temporairement.

En outre, les personnels du titulaire devront être dotés d'équipement de protection individuelle, et porter de manière apparente le nom titulaire. Aucun personnel ne sera admis sur un site sans identification claire du titulaire.

En ce qui concerne les traitements de nuisibles par la pose de dispositifs, le titulaire s'assurera de localiser, numérotter, dater et suivre les dispositifs.

##### §4 – Utilisation des locaux et ressources internes

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution des prestations sont assurées gratuitement par le service bénéficiaire.

Le titulaire doit soumettre au responsable de site, le projet d'implantation de ses installations et la répartition des matériels nécessaires à l'exécution des prestations.

Les locaux d'exploitation nécessaires à la bonne exécution des prestations et conformes à la réglementation sont mis gratuitement à la disposition du titulaire sur chaque site. Leur utilisation relève de sa responsabilité, dans le strict respect de

la réglementation en vigueur, notamment en matière de code du travail d'hygiène et de sécurité. La liste des locaux d'exploitation est tenue à jour tout au long du marché.

L'attribution des locaux d'exploitation peut à tout moment être modifiée par simple décision de l'administration, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité de ce fait.

Le titulaire est tenu de maintenir les locaux et leurs équipements en bon état de propreté et de fonctionnement. L'approvisionnement et le stockage des matériels, équipements et consommables nécessaires à l'exécution des prestations s'effectuent par les accès et aux horaires autorisés par l'administration. Aucun stockage en vrac de produits pulvérulents n'est autorisé et toute précaution doit être prise pour que les livraisons et le stockage d'équipements ou de produits ne laisse aucune trace sur le sol ou les murs. Les dégâts éventuels causés par le non-respect des consignes du site ou du marché seront facturés au titulaire.

#### **§5 – Nettoyage après intervention**

Le titulaire maintiendra en parfait état de propreté sa zone de travail. Il prendra toutes les mesures afin de garantir l'état des mobiliers, aménagements, bâtiments, et d'empêcher la détérioration de tous ces éléments par ses méthodes.

#### **§6 – Contrôle des prestations et non-conformités**

A réception des prestations, trois (3) décisions peuvent être prises :

- L'acceptation de la prestation en l'état,
- Le rejet de la prestation dans son entièreté,
- L'admission partielle de la prestation (ou admission sous réserve).

La réception des prestations est précisée à l'article XII du CCAP du présent accord-cadre.

#### **§7 – Traitement des déchets**

A l'issue de chaque prestation réalisée dans le cadre du présent accord-cadre, les déchets (cadavres d'animaux, résidus de produits ou autres) sont traités par les soins du titulaire et sont techniquement et financièrement à sa charge.

Les opérations d'élimination des déchets seront assurées par et à la charge du titulaire, selon les lois et les règlements en vigueur. Le titulaire évacue ses déchets, sans possibilité de le stocker sur les sites.

Il conserve une traçabilité des traitements qu'il effectue, et met à disposition les bordereaux de suivis sur demande de la PFRA.

### **ARTICLE IX - COMMUNICATION**

#### **§1 – Interlocuteur privilégié**

Le titulaire désigne un responsable, interlocuteur privilégié du service bénéficiaire. Ce dernier assure le suivi du marché et veille à la discipline et la sécurité du personnel, à la bonne exécution des opérations programmées, au respect des clauses du présent cahier des charges.

Le responsable devra être joignable à tout moment.

#### **§2 – Réunions**

Le titulaire s'engage à participer aux réunions pour lesquelles il sera convoqué par le service bénéficiaire des prestations (en tant que de besoin) et par la Plateforme régionale des achats de l'Etat (PFRA) des Pays de la Loire (réunion annuelle lors de la remise de la synthèse des rapports annuels décrits à l'article X-§3 du présent cahier des charges).

Le titulaire peut également provoquer des réunions, en tant que de besoin, avec le service bénéficiaire.

### **ARTICLE X – RESPONSABILITES**

#### **§1 – Responsabilité du titulaire**

Tous les dommages causés aux installations de l'administration par le titulaire relèveront de sa responsabilité. Ce dernier en assumera par conséquent le montant des dommages.

Toute intoxication d'un tiers directement liée à un produit de traitement utilisé sera susceptible d'engager la responsabilité civile du prestataire notamment si les consignes élémentaires de sécurité n'ont manifestement pas été respectées, et les risques pour la santé dûment signalées par celui-ci (panneau d'affichage, cordon de sécurité). Aussi, le pouvoir adjudicateur se réservera le droit de mettre fin au présent marché sans indemnité de résiliation de contrat en faveur du Titulaire.

#### **§2 – Responsabilité de l'administration**

Tous les dommages causés aux équipements du titulaire par les personnels du service bénéficiaire relèveront de la responsabilité du service bénéficiaire.

### **ARTICLE XI – DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE**

#### **§1 – Fiche d'intervention**

Une fiche d'intervention est rédigée et transmise au service bénéficiaire, sous forme dématérialisée, pour chaque intervention préventive ou curative.

##### **1- Fiche d'intervention préventive**

Après chaque intervention préventive, la fiche transmise au plus tard cinq (5) JOURS calendaires après la visite sur le site au service bénéficiaire, donne la liste des tâches effectuées et indique les tâches à réaliser à court et moyen terme pour le bon entretien des bâtiments.

Sans préjudice des informations que le titulaire jugera utile de communiquer, la fiche comprend *a minima* les indications suivantes :

- La date et l'heure de l'intervention ;
- Le lieu (site- bâtiment) et les surfaces traitées ;
- La nature de l'intervention ;
- Le nom du technicien ayant pratiqué l'intervention ;
- L'analyse du problème et les mesures prises par le technicien ;
- Les matériels et les produits utilisés ;
- Les actions préventives ou correctives éventuelles à la charge du service bénéficiaire.

##### **2- Fiche d'intervention curative**

Ces fiches sont identiques aux précédentes. Le titulaire y décrit les interventions qu'il a été amené à effectuer pour exterminer les nuisibles concernés.

Sans préjudice des informations que le titulaire jugera utile de communiquer, la fiche comprend *a minima* les indications suivantes :

- La date et l'heure de l'intervention ;
- Le lieu (site- bâtiment) et les surfaces traitées ;
- La nature de l'intervention ;
- Le nom du technicien ayant pratiqué l'intervention ;

- L'analyse du problème et les mesures prises par le technicien ;
- Les matériels et les produits utilisés ;
- Les actions préventives ou correctives éventuelles à la charge du service bénéficiaire.

Le titulaire est tenu de remettre la fiche au service bénéficiaire au plus tard quinze (15) jours calendaires après son intervention.

## §2 – Rapport annuel des interventions

Un rapport annuel des interventions (préventives et/ou curatives) sera remis à chaque service bénéficiaire, au plus tard deux (2) MOIS après la date d'anniversaire ou de fin de validité du bon de commande, sous peine d'application des pénalités prévues au CCAP.

Ce rapport récapitulera toutes les différentes interventions effectuées au cours de l'année, ainsi que :

- Les nom et adresse du service bénéficiaire ;
- Les références des bons de commande et leur date de notification ;
- Les montants facturés et payés ;
- Les procédés, produits et techniques utilisés ;
- Les faits marquants (s'il y en a eu) ;
- Un rapport sur l'évolution de la réglementation concernant la lutte contre les nuisibles (si une telle évolution intervient) ;
- Une prévision financière des interventions préventives pour l'année à venir.

Si le service bénéficiaire gère plusieurs sites, il sera destinataire d'un seul rapport pour l'ensemble des sites sous sa responsabilité.

En outre, si le titulaire dispose d'outils de suivi de type GMAO (gestion de la maintenance assistée par ordinateur), il mettra à disposition des services bénéficiaires et de la PFRA, un outil de suivi du contrat pour les différents sites.

## §3 – Synthèse des rapports annuels

Une synthèse des rapports annuels des commandes passées sera remise à la plateforme régionale des achats de l'Etat, au plus tard deux (2) MOIS après la date anniversaire de l'accord-cadre, sous peine d'application des pénalités prévues à l'article XIII du CCAP. Les rapports relatifs aux bons de commande passés plus d'un mois après la date d'effet de l'accord-cadre ne pouvant être inclus dans la synthèse annuelle seront portés à la connaissance de la PFRA, et communiqués sur demande de sa part, et ce, sans délai.

La synthèse annuelle comportera, pour chaque site, la date de notification du bon de commande, le nombre de visites préventives sur la période écoulée et/ou le nombre d'interventions curatives et leur montant sur la période écoulée.

De même, le titulaire s'assure que les données relatives à l'exécution du présent marché sont exploitables et exportables selon un format informatique standard (tableur ou traitement de texte), qui permet de les modifier ou de les retraiter.

## ARTICLE XII – DEFINITIONS ET TEXTES DE REFERENCE

### 1- Définitions

**Nuisibles** : ensemble des espèces animales susceptibles de nuire à l'homme au travers des dégâts qu'elles causent ou des maladies qu'elles pourraient transmettre à l'homme ou aux animaux domestiques. Cet ensemble est complété par les

organismes nuisibles, y compris agents pathogènes, dont la présence n'est pas souhaitée ou qui produit un effet nocif pour l'homme, ses activités ou les produits qu'il utilise ou produits, pour les animaux ou l'environnement.

**Produit biocide** : toute substance ou tout mélange, sous la forme dans laquelle il est livré à l'utilisateur, constitué d'une ou plusieurs substances actives, en contenant ou en générant, qui est destiné « destinés à détruire, repousser ou rendre inoffensifs les organismes nuisibles, à en prévenir l'action ou à les combattre, par une action chimique ou biologique. Bien que ciblant les organismes nuisibles, les biocides sont, par définition, des produits actifs susceptibles d'avoir des effets sur l'homme, l'animal ou l'environnement ».

### 2- Textes de référence

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et en lien avec l'objet de l'accord cadre. Il doit se référer aux obligations réglementaires, se conformer aux normes, règlements et directives européennes en vigueur, pour les prestations objets de l'accord cadre.

Sans être exhaustive, la liste ci-dessous précise les textes courants auxquels le titulaire se soumet.

**D'une manière générale, le prestataire de service respecte les prescriptions réglementaires en vigueur dans l'ensemble des départements et communes de la région des Pays de la Loire, en matière de police sanitaire et de protection animale, dont notamment :**

- Code de la Santé Publique ;
- Code Rural et de la Pêche Maritime ;
- Code de la Construction et de l'habitation ;
- Code de l'Environnement – notamment des articles L.522-1 et suivants et R.522-1 et suivants, les articles L.427-8, R.427-6, 8 et 10, R.427-18 et R.427-21 ;
- Code du Travail, et notamment les articles L 4121-1 et suivants ainsi que les stipulations relatives à l'utilisation des lieux de travail ;
- Code Général des Collectivités Territoriales, article L.2212-2 et les arrêtés municipaux pris en application ;
- Code Général de la propriété des personnes publiques ;
- Norme NF - indice de classement U43-500 - (septembre 2006) relative aux bonnes pratiques d'application des produits phytosanitaires et biocides - Maîtrise des applications de produits phytosanitaires et biocides par un prestataire de services ;
- Norme NF – Indice de classement EN 16790 (Août 2016) X 80-031 - Conservation du patrimoine culturel – Gestion intégrée des nuisibles (IPM) pour la protection du patrimoine culturel ;
- Norme NF - indice de classement EN 16636 (Avril 2015) relative aux services de gestion des nuisibles - Exigences et compétences ;
- Règlement (UE) n°528/2012 du 22/05/2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides ;
- Règlement (UE) n° 334/2014 du 11/03/14 modifiant le règlement (UE) n° 528/2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides, en ce qui concerne certaines conditions d'accès au marché ;
- Arrêté du 01 juillet 2007 modifiant l'arrêté du 19 mai 2004 relatif au contrôle de la mise sur le marché des substances actives biocides et à l'autorisation de mise sur le marché des produits biocides ;
- Arrêté du 12 juin 2015 modifiant l'arrêté du 7 avril 2010 relatif à l'utilisation des mélanges extemporanés de produits visés à l'article L. 253-1 du code rural ;
- Arrêté du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et denrées alimentaires autres que les produits d'origine animale et les denrées alimentaires en contenant ;

## Prestations 4D - « 2025\_SGAR\_PDL\_4D »

### CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES COMPLEMENTAIRES

- Arrêté du 09 octobre 2013 relatif aux conditions d'exercice de l'activité d'utilisateur professionnel et de distributeur de certains types de produits biocides (arrêté « Certibiocide » prévoyant un certificat individuel obligatoire pour cette activité) ;
- Ensemble des arrêtés préfectoraux portant Règlements Sanitaires Départementaux applicables dans leur version en vigueur ainsi qu'à la circulaire du 9 août 1978 relative à la révision du règlement sanitaire départementale type (articles 125.1 et 130.5 de la circulaire) ;
- Règlements (CE) relatifs à l'hygiène des aliments dit le « Paquet Hygiène » : n° 178/2002, n°852/2004, n°853/2004, n°183/2005 et 2017/625 ainsi que l'ensemble des autres règlements d'application qui complètent ce corpus réglementaire ;
- Arrêté du 19 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 8 septembre 1999 pris pour l'application de l'article 11 du décret n° 73-138 du 12 février 1973 modifié portant application de la loi du 1er août 1905 sur les fraudes et falsifications en ce qui concerne les procédés et les produits utilisés pour le nettoyage des matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées, produits et boissons pour l'alimentation de l'homme et des animaux ;
- Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- Décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant les articles R. 1334-33 et R.1337-7 du code de la santé publique (dispositions réglementaires).

L'obligation de se protéger contre la présence de nuisibles (notamment insectes et rongeurs) est définie dans les règlements sanitaires départementaux et la circulaire du 9 août 1978 (article 125.1 et 130.5).

Lorsque la présence de nuisibles est constatée, le service bénéficiaire est tenu de prendre sans délai les mesures prescrites par l'autorité sanitaire.

L'arrêté ministériel du 2 septembre 2016 fixe la liste, les périodes et les modalités de destruction des espèces non indigènes d'animaux classés nuisibles sur l'ensemble du territoire métropolitain. Chaque année, le préfet de département fixe par arrêté une liste de certains animaux classés susceptibles d'occasionner des dégâts pour une période donnée. Le titulaire doit prendre connaissance de ces arrêtés et en respecter les conditions.

Le titulaire respecte la réglementation en vigueur applicable à certains animaux dont l'élimination est subordonnée à autorisation préfectorale individuelle, en région des Pays de la Loire.

Le marché est écrit sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. En cas d'évolution des textes réglementaires, le titulaire devra s'y conformer et adapter la ou es prestations concernées.

En cas de divergence entre les différents textes et règlements, le plus contraignant est retenu et appliqué